

Pour aller plus loin

Actions

Signez la pétition contre la casse des transports publics franciliens et pour des transports en commun de qualité. [stopgalere.fr](https://www.stopgalere.fr)

Livres

La droitisation française, mythe et réalités. V. Tiberj

La haine des fonctionnaires. J. Gervais, C. Lemerrier, W. Pelletier

La bataille de la Sécu. N. Da Silva

Cinéma

No other land réalisé par B. Adra, Y. Abraham, R. Szor, H. Ballal

Au boulot réalisé par G. Perret, F. Ruffin

Une chambre à elle réalisé par L. Monin

Un paese di resistenza réalisé par C. Catella et S. Aiello

Et surtout inscrivez-vous sur les listes électorales

[Service-public.fr](https://www.service-public.fr)



@NFP_IVRY

Agissons dès maintenant

nfpivry.ascitoyenne@outlook.com. Instagram : nfp_ivry



GPC

Le logement est un bien de première nécessité

Que s'est-il passé pour que le logement social ne soit plus une priorité pour l'État? Ne nous trompons pas, le mirage du « tous propriétaires » se révèle donc une véritable imposture pour supprimer progressivement le parc social en l'assimilant aux modes de gestion du privé.

Chaque fois que l'État s'attaque au budget des bailleurs sociaux, il s'attaque

demandes recensées comme prioritaires c'est environ 3,8 millions de mal logé-es. Derrière ces chiffres, il y a des enfants, des femmes et des hommes qui souffrent. À Ivry il y a 9000 demandeur-es de logement social en attente. **Les municipalités sont pénalisées par des mesures gouvernementales pour la construction et les réhabilitations et plus encore quand ils dépassent les 25 % de la loi SRU.** Chercher l'erreur! À Ivry il y a 40% de logement sociaux donc comment répondre aux besoins de logements pour continuer à faire d'Ivry une ville populaire et solidaire?

« C'est trop! pour avoir un logement social. Mais moi je dors comment en attendant? »

aux budgets des locataires. Comme si les 10,7 millions de personnes qui sont locataires avaient les moyens de se loger ailleurs? Le parc social comprend 4,5 millions de logements, soit 16 % de l'ensemble du parc de logements.

70% des habitant-es peuvent prétendre à un logement social, c'est 3 fois plus que le nombre de logements attribués en une année. 1 100 000 SDF, dont 40 % ont un travail, 600 000

Demain j'habite où ?

Le logement pèse de plus en plus lourd dans le budget des locataires et est devenu le premier poste de dépenses estimé à 33 % du budget. Avec l'inflation, beaucoup ne peuvent faire face aux échéances. Trop nombreux sont les locataires à devoir choisir entre manger, se chauffer ou payer son loyer! **Ne cédon pas à la fatalité et restons mobilisé-es**

Isabel

Journal de l'assemblée citoyenne d'Ivry

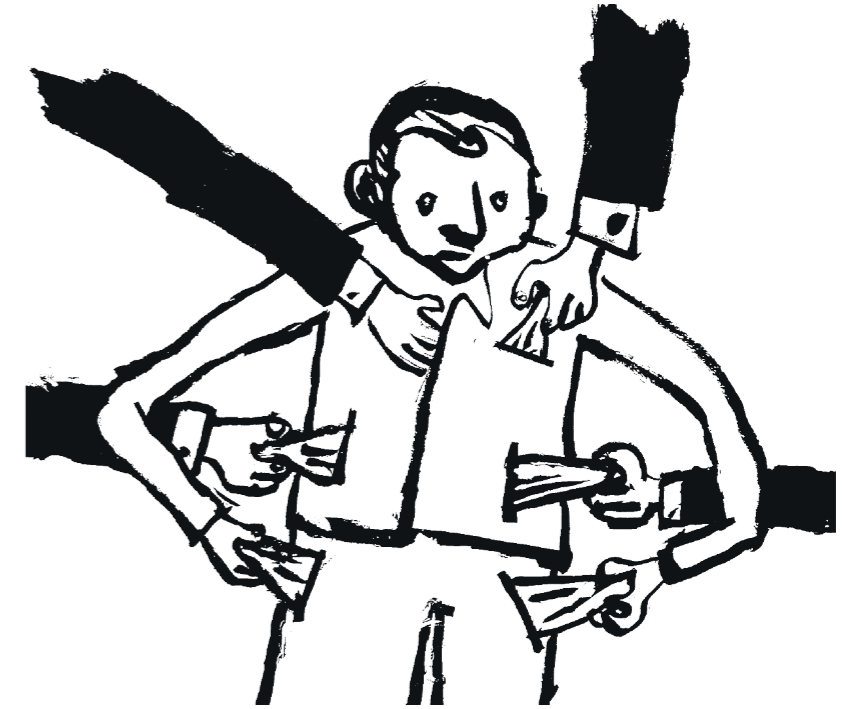
CHAMBOUL'TOUT



Aujourd'hui, le Nouveau front populaire d'Ivry existe et a pour objectifs d'Agir pour maintenir et renforcer l'unité de la gauche. **Soutenir** les mobilisations locales et nationales pour de meilleurs services publics, l'antiracisme et l'antifascisme, les droits des travailleuses et travailleurs... **Se mobiliser** pour défendre la démocratie pour toutes et tous.



Citoyens, citoyennes, associations ivryennes rejoignez-nous lors des assemblées générales et des actions que nous organisons. **Informez-nous** de vos initiatives que nous pourrions relayer.



Denis Imbert

« On n'a plus rien dans l'assiette. S'il veut remettre des sous dans la caisse, Macron, il n'a qu'à rétablir l'impôt sur la fortune »

Une grande loi pour le pouvoir d'achat

En 2023, le gouvernement Macron a mis fin à l'indemnité inflation, le bonus du chèque énergie, la prime exceptionnelle de rentrée. **Le niveau de vie des personnes les plus pauvres a baissé, alors que les plus riches ont continué à s'enrichir.** Entre 2015 et 2023, la France est le seul pays européen où le taux de pauvreté a fortement augmenté. C'est la conséquence de la politique du gouvernement Macron qui coupe dans les dépenses sociales et le soutien aux salaires et revenus.

Cette stratégie est socialement injuste. Le Nouveau Front Populaire propose de faire une grande loi pour le pouvoir d'achat et des premières mesures concrètes: **Bloquer les prix** des biens de première nécessité dans l'alimentation, l'énergie et les carburants.

Indexer les salaires sur l'inflation et porter l'Allocation aux adultes handicapés (AAH) au niveau du SMIC.

Plafonner les frais bancaires, faire la gratuité des premiers kWh, abolir les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz.

Sandrine

Nous sommes là pour entendre les paroles et les besoins des habitant·es d'Ivry

CHAMBOUL'TOUT FISCALITÉ

Dans le contexte actuel de rigueur budgétaire le gouvernement dit que la France vit au-dessus de ses moyens. Pourtant de l'argent il y en a : les niches fiscales, les cadeaux aux multinationales et autres crédits d'impôts réservés aux plus riches. C'est une question d'orientation politique. On peut en récupérer pour financer les services publics et la transition écologique.

Exemples :

TAXES SUR LES SUPERPROFITS

Imposer l'ensemble des superprofits c'est 10 milliards d'euros de recettes.

TRANSMISSION DES GROS PATRIMOINES

Mieux imposer la transmission des gros patrimoines c'est 5 à 10 milliards d'euros de recettes

NICHE DU CRÉDIT IMPÔT RECHERCHE

Évaluation et contrôle du crédit impôt recherche (CIR) c'est 7 milliards d'euros de recettes

IMPÔT SUR LA FORTUNE (ISF)

Restaurer un véritable impôt sur la fortune (ISF) c'est 10 milliards d'euros de recettes



« Quand je partirai à la retraite,
à 65 ans j'aurai 650 euros par mois »

Vivre mieux

Le Nouveau Front Populaire a proposé à l'Assemblée nationale d'abroger la loi réactionnaire instituant l'âge de départ à la retraite à 64 ans. Petit rappel historique : dès 1944 le Conseil National de la Résistance propose d'établir un plan complet de sécurité sociale et une retraite pour toutes et tous dont la gestion serait assurée par les intéressé·es.

À l'occasion des manifestations sur cette réforme, nous avons rencontré des éboueurs. Certains ont déclaré que dans leur métier beaucoup n'étaient plus là dès 55 ans. L'âge du décès des travailleuses est largement impliqué par leur métier et les conditions d'exercice de ce dernier. Parallèlement aux luttes pour améliorer leurs conditions de vie, les forces réactionnaires font tout pour remettre les résultats

en question et les supprimer. La gestion de la Sécu est entièrement aux mains du ministère des finances. **Alors oui la retraite à 60 ans est un droit pour tout le monde qu'il faut rétablir !** Il est également nécessaire de reprendre en main la gestion de tout le système de sécurité sociale. **La Sécurité sociale nous appartient. Elle doit être gérée démocratiquement.**

C'est notre argent !

On peut également affirmer que les retraites n'aggravent pas la dette. **C'est notre argent, issu de nos salaires, qui est redistribué. Les retraites, comme toutes les prestations sociales sont une redistribution de la richesse et servent à payer les besoins de la vie quotidienne des retraité·es ; elles participent à la richesse du pays.**

Jean-Louis

L'éducation en commun

L'acte 1 du « choc des savoirs » (tri social, groupes de niveaux, suppressions de classes) du ministère de l'Éducation a considérablement détérioré les conditions de travail des personnels des établissements scolaires. De plus, on ne voit aucune amélioration des apprentissages et des dizaines de milliers d'élèves font face à des difficultés scolaires, n'ayant pas eu les aménagements appropriés. Les ministres successifs, éternels pantins, imposent des mesures totalement déconnectées du terrain. Aucune évaluation de l'acte 1 n'a été faite, pourtant le ministère voudrait passer à l'acte 2.



de nombreux amendements du groupe, reprenant les mesures du programme du Nouveau front populaire, dont :

- L'annulation de la suppression de 4 000 postes d'enseignants (200 M€)
- La titularisation des contractuels de l'éducation nationale (2 M€)
- La reconnaissance et la revalorisation du métier des Accompagnant·es des Élèves en Situation d'Handicap

« Cette politique fait violence aux enfants et aux jeunes, surtout les plus fragilisé·es, et n'a qu'un but, cliver et exclure. »

Cette stratégie du choc doit cesser !

Les mobilisations pour sauvegarder les conditions nécessaires de travail et d'apprentissages se poursuivent dans les établissements et dans la rue. À l'assemblée les député·es du Nouveau front populaire continuent de proposer des mesures constructives. Fin octobre, la Commission des Finances de l'Assemblée nationale a adopté le budget de la mission « Enseignement scolaire » du Projet de loi de finances 2025 profondément remanié par

- L'augmentation des fonds sociaux (10,5 M €)
- L'ensemble de ces mesures représentant 7,11 milliards € de dépenses seraient financées par les recettes adoptées à travers la taxation des plus riches et des grandes entreprises lors de l'examen de la première partie du projet de loi de finances. En particulier par la taxe Zucman rapportant 13 milliards d'euros au budget de l'État. **Poursuivons ensemble ce mouvement, dans les écoles, dans la rue, à l'Assemblée !**

Laurence

NICHE DES ARMATEURS

Suppression de la niche fiscale des armateurs c'est 5 milliards d'euros de recettes

Exonérations de cotisations

Allègement des cotisations sociales-employeurs, en remplacement du CICE c'est 5 milliards d'euros de recettes

ÉVASION FISCALE

Taxation unitaire internationale c'est 18 milliards d'euros de recettes

Niche Copé Ventes de sociétés familiales

c'est 7 milliards d'euros de recettes

Flat Tax sur les revenus du capital

Suppression de la Flat Tax c'est 2 milliards d'euros de recettes

Niche de l'immobilier

Suppression du soutien fiscal général à l'investissement locatif privé c'est 2 milliards d'euros de recettes

... ET D'AUTRES
À TROUVER...